

Chronologie

Situation générale :

Au début du XX^e siècle, l'Espagne apparaît encore comme un pays essentiellement rural : les classes dominantes regroupent essentiellement les propriétaires fonciers et les dignitaires de l'Eglise, dont le pouvoir est relayé dans les provinces par les caciques, tandis que 70% de la population active se consacre à l'agriculture, d'ailleurs dans des situations assez différentes suivant les régions : si l'on trouve surtout au nord et dans le centre des paysans vivant de l'exploitation d'une petite propriété, il existe aussi, principalement dans le sud du pays, des ouvriers agricoles obligés pour survivre de travailler sur les grands domaines détenus par les hobereaux. Globalement, malgré la diversité des cas, « il n'en reste pas moins que la terre d'Espagne appartient à une poignée d'oligarques et que le paysan espagnol profondément misérable a faim de terre. »¹

Pour le reste, beaucoup d'artisans urbains, de petites et moyennes entreprises, et une industrie moderne concentrée surtout en Catalogne et dans le Pays Basque. La plupart des banques et des grandes entreprises sont entre les mains de sociétés étrangères ou des propriétaires fonciers. Le capitalisme est donc loin de s'être pleinement développé en Espagne, il n'a qu'à peine mordu sur les ethos et les mentalités.

S'il existe bien une bourgeoisie nationale, son rôle n'est guère déterminant : l'Eglise et l'Armée sont les forces sociales les plus puissantes en Espagne. En effet, l'Eglise, ayant en mains la quasi-totalité de l'enseignement par le biais des écoles confessionnelles, n'est pas loin d'être aussi le plus grand propriétaire foncier du pays ; ce qui fait du clergé une classe opulente, attachée à ses prérogatives, et donc acquise par principe aux vues de l'oligarchie. L'Armée, elle, compte dans ses rangs de nombreux représentants des classes dominantes ; elle estime donc que sa mission consiste non seulement à défendre la nation espagnole, mais à en régir les destinées, en garantissant l'ordre et la sécurité, bref la pérennité de ses institutions contre tous les mouvements sociaux ou politiques qui pourraient les déstabiliser. Elle intervient donc fréquemment dans la vie politique intérieure, en utilisant le « *pronunciamento* » si les nécessités du moment l'exigent.

1. La Première République

Les années 1930 s'ouvrent sur une situation des plus tendues, avec des forces politiques de gauche revendiquant la fin de la monarchie et un mouvement ouvrier puissamment organisé, dans lequel les anarchistes sont majoritaires avec leur syndicat, la CNT². L'activisme de ces deux composantes débouche le 14 avril 1931 sur le départ du roi en vue de soulager les tensions sociales, et la proclamation de la II^e République.

1931-1933 : Se succèdent plusieurs gouvernements associant PSOE (socialistes tendance sociale-démocrate) et républicains modérés, qui mènent une politique de réformes sociales mesurées : intervention de l'Etat dans l'économie, ébauche de réforme agraire, séparation de l'Eglise et de l'Etat, élargissement du droit de vote, autonomies régionales (notamment pour la Catalogne). Ces gouvernements s'affrontent à la fois aux forces de droite (tentative de putsch du général Sanjurjo, 1932) et aux forces d'extrême gauche (principalement les anarchistes et les syndicalistes de l'UGT proches des sociaux-démocrates), ce qui les oblige à prendre des mesures de répressions assez féroces, notamment

¹ Pierre Broué, *La Guerre d'Espagne (1931-1939)*, Flammarion, 1981, p. 15.

² Confédération nationale du travail.

contre le soulèvement du district minier du Haut-Llobregat en Catalogne (déportation au Sahara de plusieurs militants anarcho-syndicalistes, dont Francisco Ascaso et Buenaventura Durruti), ou contre les multiples soulèvements de janvier 1933 dans le Levant, la Rioja et en Andalousie.

2. Le *bienio negro*

Novembre-décembre 1933 : Elections générales. En réaction aux événements des années précédentes et avec l'appui des caciques, les droites coalisées au sein de la CEDA (*Confederación Española de Derechas Autónomas*) obtiennent la majorité relative au Parlement. Elles font montre de leur volonté d'établir un régime autoritaire capable de contenir les forces de gauche et le mouvement ouvrier. Le spectre d'une accession légale au pouvoir des droites radicales, aboutissant à une dictature de type fasciste, à l'allemande³, hante toutes les têtes. Devant cette possibilité, les réactions ne se font pas attendre : en décembre la CNT déclenche une insurrection à Saragosse, et au printemps 1934 PSOE et UGT choisissent une stratégie révolutionnaire de prise du pouvoir, incluant une politique d'ouverture vis-à-vis des autres forces de l'extrême gauche, notamment les anarchistes.

1^{er} octobre 1934 : Trois représentants de la CEDA rentrent au gouvernement ; l'UGT appelle à la grève générale, des insurrections éclatent à Madrid et en Catalogne à l'initiative des socialistes. Les anarchistes les rejoignent dans les Asturies : c'est la fameuse « Commune des Asturies » d'octobre 1934. Dans cette région minière, des conseils ouvriers se forment un peu partout et parviennent à s'assurer le pouvoir sur la ville d'Oviedo et toute sa région. Mais le manque d'unité du mouvement à l'échelle nationale empêche l'insurrection de s'étendre. C'est la répression : les troupes d'Afrique, commandées par Franco, interviennent et noient la révolte dans le sang (1.000 morts). Plusieurs leaders socialistes sont arrêtés, d'autres choisissent de s'exiler.

Dès cette époque, il est clair pour les forces de droite que seul l'avènement d'un régime autoritaire en Espagne pourra solutionner la question sociale ; de même, les forces de gauche prévoient déjà que la seule manière de prévenir une situation de ce type réside dans un soulèvement organisé en vue de prendre le pouvoir.

1935 : La droite renforce ses positions au sein du gouvernement, et tente de démanteler les réformes faites par la gauche durant la période 1931-1933.

3. La révolution et la guerre civile

Janvier-février 1936 : La droite s'estime assez forte pour demander au Président de la République la formation d'un gouvernement dans lequel elle serait majoritaire ; mais le Président, conscient du risque d'explosion sociale, préfère faire jouer la soupape électorale : il dissout le Parlement et convoque de nouvelles élections. Les divers courants représentant ce qui deviendra dans la Guerre civile le camp des *nacionales* (les « nationaux ») sont encore divisés entre républicains conservateurs, monarchistes, phalangistes (inspirés par le « national-syndicalisme »), et d'autres plus proches du fascisme. En revanche, les forces de gauche parviennent à se rassembler au sein du Front populaire, et remportent les élections le 16 février⁴. Les événements se précipitent : là où les partisans des forces de gauche et d'extrême gauche sont majoritaires, ils décident de réaliser directement et sans attendre les

³ A la même époque, Hitler vient d'arriver au pouvoir.

⁴ Notamment grâce l'appui des anarchistes qui, pour une fois, ont dérogé à leurs principes abstentionnistes en votant pour le Front populaire, qui avait promis de libérer leurs très nombreux militants emprisonnés.

mesures de transformation sociale prônées par le Front populaire. Les paysans investissent les grandes propriétés pour s'emparer des terres, des grèves éclatent dans les usines, tandis que des assassinats se succèdent sur le terrain, des escarmouches éclatant dans les rues entre les partisans de l'extrême droite et de l'extrême gauche. Les notables, les industriels, les propriétaires fonciers, craignant l'établissement d'un régime de type communiste, se montrent déterminés à utiliser tous les moyens qui sont à leur disposition pour rétablir l'ordre. Un groupe de généraux, qui examinait depuis 1933 la possibilité de faire un putsch, décide de reprendre l'initiative. Ils rallient à eux plusieurs de leurs confrères (dont Franco) et obtiennent l'appui des carlistes et des phalangistes, qui de leur côté avaient constitué leurs propres milices.

17 juillet 1936 : Soulèvement militaire et civil des généraux factieux, appuyés par les forces de droite. Franco, appuyé par la conjuration, prend le commandement des troupes au Maroc espagnol, et le lendemain le *pronunciamiento* gagne toute l'Espagne. Si le gouvernement tente de transiger avec les militaires et refuse d'armer les travailleurs pour organiser la défense, craignant que celle-ci se transforme en contre-offensive révolutionnaire, à Barcelone et Madrid les militants de la CNT, rapidement suivis par le reste de la population, prennent les armes en pillant les casernes et les armureries. La Garde civile, devant l'ampleur du mouvement, rejoint alors la population. La formation de milices ouvrières dans ces deux villes ainsi qu'à Valence met en échec le soulèvement des garnisons locales.

Au bout de quelques jours d'affrontements, la situation se décante et l'Espagne se retrouve coupée en deux : d'une part, les provinces de Navarre, Castille-et-León, Galice ainsi que les grandes villes d'Aragon et une partie de l'Andalousie, gagnées par les nationalistes ; de l'autre, les régions restées fidèles aux Républicains. Dans ces zones, et tout particulièrement en Catalogne, le putsch a déclenché par contrecoup un gigantesque mouvement révolutionnaire. Dans les campagnes, les paysans s'emparent des terres – certains pour les re-répartir entre eux et les cultiver sous le régime de la petite propriété privée, d'autres pour les collectiviser (on estime que ce sont ainsi les _ des terres qui sont passées entre les mains des paysans) ; ils mettent le feu aux églises et aux couvents, et instaurent en bien des endroits un régime communiste libertaire basé sur l'abolition de l'argent et la démocratie directe au moyen des assemblées de villages. Les biens du clergé deviennent propriété du peuple, et les églises et couvents qui n'ont pas été détruits sont reconvertis en réfectoires, salles d'école, salles de bals, etc. Dans les villes, les travailleurs patrouillent dans les rues armes en main, et s'emparent des usines désertées par leurs patrons effrayés de voir leurs ouvriers former ainsi des milices. Ils forment dans les usines et les entreprises des comités de gestion, remettant en marche la production sous leur propre direction (70% des usines sont collectivisées en Catalogne, 50% dans la région de Valence, pour ne citer que ces exemples) ; ils entreprennent aussi de réorganiser la distribution des biens produits ainsi que la plupart des activités de la vie quotidienne. Comités d'usine, comités de quartier et assemblées de village deviennent d'office les nouveaux organes d'autogouvernement de la population.

Juillet-octobre 1936 : Phase constructive de la révolution, qui voit se déployer sur le terrain les collectivisations, la réorganisation de la vie sociale et les expériences de toute sorte. Les partis et organisations ouvrières, quelque peu dépassés par la rapidité et la vigueur de l'initiative populaire, se bornent à suivre le mouvement. Convaincus que la victoire est proche et soucieux de ne pas briser l'unité antifasciste, le PSOE, l'UGT, le PCE (communistes, encore ultra-minoritaires), la CNT et le POUM (marxistes indépendants) décident de collaborer. Le gouvernement républicain se contente d'accompagner les mesures de collectivisation en les légalisant. Sur le plan militaire, les généraux factieux – bientôt dits

« franquistes » suite à la disparition ou l'élimination des rivaux de Franco les plus encombrants – marquent des points (prise de Badajoz le 14 août faisant la jonction entre les zones nationalistes au nord et au sud, prise d'Irun le 4 septembre et de Tolède le 27 du même mois). Les généraux ont pour eux la force et l'organisation militaire ; les mouvements de gauche et d'extrême gauche ont pour eux le nombre et l'enthousiasme : les milices ouvrières, organisées sur les bases du socialisme et de la démocratie directe (égalité des soldes, élection des officiers en assemblées générales, etc.), se sont portées sur le front et défendent courageusement leurs positions. Elles seront rejointes par des militants socialistes ou communistes étrangers venus prêter main forte à la révolution et/ou à la défense de la République (Brigades internationales, et volontaires étrangers).

Novembre 1936 – mai 1937 : Intensification de la guerre. On assiste selon les cas à une suite d'offensives et de contre-offensives ou à une guerre d'usure : guerre de position, de tranchées, avec plusieurs fronts à la fois. Début de la tentative de prise de Madrid par les troupes franquistes (cycle de combats – dont les batailles du Jarama et de Guadalajara –, qui se poursuivra pendant 5 mois et s'achèvera sur l'échec des nationalistes en mars 1937). Tandis que les troupes nationalistes reçoivent l'aide militaire et technique de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie, l'URSS de Staline décide de s'engager dans le conflit au côté du gouvernement républicain pour s'en faire un allié, voire un subordonné, en vue de conforter ses positions à l'échelle internationale. L'URSS fournit donc armes, chars et avions, mais au compte-gouttes et en s'assurant en échange la collaboration politique du gouvernement républicain : élimination progressive des conquêtes de la révolution, pressions grandissantes contre les anarchistes et marxistes indépendants en vue de leur écrasement définitif, ingérence de l'URSS dans les affaires intérieures, etc. Cela n'est d'ailleurs possible qu'à la faveur de la reconstitution progressive de l'appareil d'Etat, qui s'intensifie également à partir de cette période, d'ailleurs avec la collaboration des leaders de la CNT acquis à une certaine vision du « pragmatisme » politique, et qui finissent par rentrer au gouvernement.

4. La contre-révolution et la défaite

Mai 1937 : « journées de mai », pendant lesquelles le PCE, avec l'appui des agents russes présents en Espagne (NKVD) et la complicité des socialistes, franchit un cap dans son entreprise d'élimination des révolutionnaires anarchistes et poumistes : le désarmement des ouvriers de Catalogne est ordonné ; à Barcelone, ces derniers résistent avec vigueur, et de violents combats éclatent entre forces républicaines et forces anarchistes et poumistes. Mais la passivité des anarchistes participant au gouvernement entraîne la défaite de la base. Nombre de militants anarchistes ou marxistes indépendants résistant au désarmement ou qui s'étaient fait connaître par leur critique virulente de l'action des staliniens et de l'URSS en Espagne sont enlevés, torturés, assassinés. La contre-révolution, venue de l'intérieur du camp républicain, se fera désormais à visage découvert.

Été et automne 1937 : Pendant qu'on assiste à l'étranglement de la révolution espagnole dans les provinces, avec l'interdiction du POUM accusé de complicité avec les fascistes, l'intégration des milices ouvrières au sein d'une « Armée populaire » rétablissant toutes les hiérarchies, le démantèlement des collectivités agraires et la reprise en main des usines par l'Etat sous prétexte de construction d'une industrie et d'une économie de guerre efficace, les républicains, dont les énergies sont ainsi absorbées par leurs propres luttes et divisions internes, voient s'accumuler les défaites : les nationalistes finissent de reconquérir le Pays basque et les Asturies, et réduisent les dernières poches de résistance républicaine dans ces deux régions ; désormais, le Nord du pays est entre leurs mains.

Hiver 1937-1938 : La ville de Teruel, prise par les républicains, est reprise par les franquistes en février.

Avril 1938 : Les nationalistes parviennent à couper en deux le territoire tenu par les républicains en gagnant la côte méditerranéenne (dernière bataille de Teruel). Les républicains lanceront une contre-offensive en juillet 1938 (bataille de l'Ebre), qui échouera. Désormais, la défaite des forces républicaines ne fait plus de doutes. La preuve en est le retrait des Brigades internationales en octobre de la même année.

Décembre 1938 - février 1939 : Conquête de la Catalogne par les franquistes. Début de l'exil des réfugiés républicains vers la France (plus de 450.000 personnes). Fin février, la France et le Royaume-Uni reconnaissent Franco.

Mars 1939 : Chute de Madrid le 26 mars et reddition des troupes républicaines. La guerre se termine officiellement le 1^{er} avril 1939, sur la victoire des troupes de Franco.